

MOUVEMENT EL ISLAH

Le SG dénonce l'absence d'un État de droit

Le secrétaire général du mouvement El Islah, Filali Gouini, dénonce l'absence d'un Etat de droit dans le pays. La raison ? La situation actuelle du pays est caractérisée, dit-il, par le blocage, l'oppression et la corruption.

Filali Gouini estime que le gouvernement «viole et piétine lui-même la Constitution au quotidien». Le secrétaire général qui a animé hier une conférence de presse pour analyser la situation générale du pays estime que «le gouvernement ne respecte ni le peuple, ni ses engagements et il n'a aucune intention de changer cette attitude de mépris, il y a un manque de confiance entre le pouvoir et le peuple et un blocage dans toutes les institutions».

A titre d'exemple, dit-il, le gouvernement a violé la Constitution lors de son dernier remaniement. «Nous ne savons pas s'il s'agit d'un prolongement de l'ancien gouvernement, dans ce cas il doit publier un communiqué sur sa politique générale, où le dernier rema-

niement a accouché d'un nouveau gouvernement et dans ce cas, il doit présenter son programme pour adoption à l'Assemblée populaire nationale, une chose qu'il n'a pas faite, le gouvernement Sellal s'est simplement rebellé contre la Constitution et l'a piétinée», estime-t-il.

L'autre grief retenu par M. Gouini contre le gouvernement Sellal est le fait qu'il a «accélééré la clôture de la session printanière de l'Assemblée populaire nationale dans le but de faire passer des lois par des ordonnances». «Est-ce qu'il y a eu une situation d'urgence pour faire passer la LFC 2016 par ordonnance ? Si c'était le cas, son application aurait été effective dans l'immédiat et non dans six mois telle que programmée», analyse le



Filali Gouini, SG d'El Islah.

conférencier. «Cet Etat ne veut pas revenir sur sa politique de piétinement de la Constitution», dit-il.

Quant à l'oppression, poursuit-il, elle se traduit par le recul des acquis gagnés en 1988. «Obtenir

un agrément pour créer un parti politique ou faire un travail caritatif est plus compliqué aujourd'hui que ce qu'il a été à l'époque où l'Algérie a décrété l'état d'urgence», dit-il.

Quant à la corruption, dit-il, les scandales éclatent au quotidien. L'homme politique estime que l'Algérie est «loin, très loin d'arriver à un Etat civil et au pouvoir de prouver le contraire».

Gouini, qui a aussi évoqué la situation économique du pays, trouve que l'Algérie est «le seul pays qui ne dispose pas d'un département de prospective». Elle ne pourra donc, dit-il avoir aucune prévision ni à moyen ni à long terme. Le comble de tout ça, le gouvernement, rappelle-t-il, convoque les experts économiques après avoir fait passer la loi de finances. «Si le gouvernement a déjà mis en place sa stratégie, à quoi serviront les recommandations des experts», s'interroge-t-il.

S. A.

QUALIFIANT LE POUVOIR DE «POMPIER PYROMANE»

Le FFS estime que la crise remonte à l'indépendance du pays

Pour le FFS, l'origine de la crise à multiples facettes qu'endure le pays est beaucoup plus antérieure à la chute des cours du pétrole, comme tentent de le faire croire le pouvoir et ses satellites.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Et les membres du conseil national du parti réunis en session ordinaire de cette instance, vendredi dernier, n'ont pas été par trente-six chemins pour situer les responsables de cette crise multidimensionnelle et sa genèse. Celle-

ci est pour eux, «la résultante de la faillite de toutes les politiques prônées par le pouvoir, depuis l'Indépendance et de son obstination à maintenir le statu quo et le rejet de toute alternative crédible». Un cinglant démenti à ceux qui veulent faire passer «une contrevérité» prétendant que «la crise économique et financière actuelle est la conséquence exclusive de la chute des revenus pétroliers».

Accusant le pouvoir d'être «en panne d'une vision et d'un projet d'avenir», le FFS reproche au pouvoir d'agir en «pompier pyromane» en exploitant «l'aspect économique

d'une crise multidimensionnelle pour faire peur à la population et neutraliser toute aspiration politique au changement pacifique et démocratique du système» et en imposant «des mesures d'austérité qui menacent les acquis sociaux des Algériennes et des Algériens».

D'où l'avertissement du vieux front de l'opposition qui renouvelle, à l'occasion, son refus de «toute remise du caractère social de l'Etat». Et au FFS de délivrer son «ordonnance», revendiquant «un débat national et une concertation véritable sur les sujets straté-

giques» pour arriver à «une cohésion sociale forte fondée sur un consensus sur les grandes options nationales».

Le parti estime, par ailleurs, que les «remue-ménages opérés dans l'administration civile et militaire reflètent une volonté du système de «se pérenniser». Il plaidera, dans ce sens, pour un «débat politique sur les institutions et sur l'Etat de droit».

Un débat «fondamental ne pouvant être ni éludé ni contourné, au prétexte d'une situation économique, financière et sociale dramatique».

M. K.

BÉJAÏA

Les élus du RCD se retirent de l'alliance avec le FFS à l'APC de Sidi-Aïch

A travers un communiqué mis en ligne sur le site du bureau régional de Béjaïa du Rassemblement, les élus municipaux du RCD viennent d'annoncer leur retrait de la coalition avec le FFS qui dirige l'Assemblée populaire de Sidi-Aïch depuis les dernières élections locales de novembre 2012.

Tout en affirmant assumer leur participation antérieure, le groupe d'élus RCD qui décrit une situation «insoutenable» à l'APC reproche à ses alliés du FFS «le non-respect du protocole d'accord rendu public» ayant motivé sa participation à la gestion des affaires de la municipalité de Sidi-Aïch, explique la section du RCD de la même commune dans sa déclaration.

«L'éloignement des objectifs de la coalition comme la sécurité, l'hygiène et l'organisation, le manque de concertation, l'entrave aux initiatives de nos élus, le manque d'autorité et la soumission à l'administration», sont autant de griefs retenus à l'encontre du maire FFS par le RCD dans son document tout en déplorant «la méthode de gestion et l'immixtion du responsable local

du FFS, qui s'arroge le droit de faire du siège de l'APC l'endroit de ses réunions nocturnes». «La gestion se devait d'être collégiale, dans la transparence la plus totale et la concertation. Les négociations n'ont porté ni sur les postes ni sur

des avantages quelconques mais sur l'intérêt de la population et de la commune de Sidi-Aïch ; c'est ainsi que la réorganisation administrative, la dotation du parc communal d'une administration et l'hygiène publique ont été le fer de lance du programme de cette coalition», note le RCD de Sidi-Aïch pour justifier son alliance avec le FFS pour le contrôle de l'assemblée locale.

Rappelant leur engagement «corps et âme dans un renouveau communal», les élus du RCD

regrettent que «les choses aient pris une autre tournure juste après». «La cachoterie, l'intrigue et la non-concertation ont pris le dessus comme ce fut le cas dans la nomination du secrétaire général de l'APC qui a poussé les élus RCD au gel de leurs activités au sein de l'exécutif communal pendant plus de 3 mois. Leur retour ne s'est fait qu'après des excuses et l'engagement du respect du pacte par le président de l'APC signés et affichés publiquement. Cela n'a pas

empêché ce même président à se renier et à recourir, une multitude de fois, aux mêmes procédés», lit-on dans la déclaration de la section RCD de Sidi-Aïch tout en signalant que ses élus restent disposés à fournir de plus amples détails sur ce retrait à la population à travers des rencontres publiques.

Il convient de signaler que l'APC de Sidi-Aïch est gérée par une alliance FFS (5 élus) et du RCD (3 élus) contre le RND (5 sièges) et le MPA (2 élus).

A. K.

Deux nouvelles recrues du terrorisme capturées

Dans la nuit de mercredi dernier, deux nouvelles recrues des groupes terroristes de l'AQMI ont été capturées par les éléments de la gendarmerie dans une maison de la périphérie du village de Béni-Mansour, relevant de la wilaya de Béjaïa.

Les deux prétendants au «djihad», très connus des services de sécurité par leur passé carcéral et natifs respectivement de Tazmalt et Béni-Mansour, ont été appréhendés avec tout un matériel de campement destiné à une longue traversée. Des informations affirment que les deux hommes ont été

recrutés par un proche parent de l'un d'eux, qui vivait au maquis depuis une quinzaine d'années.

Le ralliement devait être effectué dans la même soirée, n'était l'intervention de la Gendarmerie nationale de la compagnie de Tazmalt qui a agi sur indications des services de police qui ont suivi de près les intentions des deux nouvelles recrues de l'AQMI.

Vendredi dernier, lors d'une réunion regroupant les responsables des services de sécurité de la wilaya de Béjaïa au niveau du secteur militaire, il a

été décidé de remettre les deux candidats terroristes aux mains des services de police aux fins d'une minutieuse enquête au sujet de ce réseau activant sur le territoire de la wilaya.

Pour rappel, un jeune chasseur âgé de 38 ans, père de trois enfants et résidant dans la localité de Oued Amizour, a été assassiné dans la nuit du 13 septembre dernier par deux terroristes. Ces derniers, selon le compagnon de la victime, blessé, étaient barbus et vêtus de tenues de la police communale.

Kamel Gaci